



Au-delà des discours sur la motivation et la démotivation des jeunes : les conditions politiques, sociales et économiques de l'engagement

Dans [Dossiers](#) 24/02/2014 [0](#) 1,528 Vues

Au-delà des discours sur la motivation et la démotivation des jeunes : les conditions politiques, sociales et économiques de l'engagement

Les politiques publiques, dans la plupart des domaines et des contextes, appréhendent leurs publics cibles par le biais de catégories. Ainsi en est-il des politiques jeunesse, qui globalement visent au mieux être du « jeune ». Mais qu'est-ce qu'un jeune ? Comment le caractériser ? Certains programmes définissent le jeune comme une personne âgée entre 16 et 25 ans, d'autres entre 18 et 30 ans, etc. Que peut-il y avoir de commun entre tous ces individus. Quels sont les éléments qui permettent avec certitude d'affirmer qu'ils seraient liés à un destin commun, le destin du « jeune » ? On entrevoit ici une limite des classifications qui, quelles qu'elles soient, conduisent à une simplification de la réalité, et à une difficulté de penser la pluralité des parcours et des profils des individus supposés en relever. **Les classifications conduisent à établir des normes de développement homogènes, que seraient censés suivre tous ceux auxquelles elles s'adressent.** Ainsi, pour continuer sur les politiques jeunesse, on attend souvent des jeunes qu'ils s'engagent, qu'ils participent à la vie publique, qu'ils deviennent de bons citoyens. Ce genre d'objectifs est clairement sous-tendu par un idéal démocratique, ici considéré comme le meilleur modèle de société possible. Dans ce contexte, on entend faire du peuple des individus responsables, intéressés à la chose publique et motivés. **L'échec des projets à destination des jeunes est ainsi souvent analysé comme le résultat d'un défaut de motivation de ces derniers.** Quel acteur associatif,

travailleur social ou responsable politique, confronté à la difficulté de mobiliser son public, n'a-t-il pas eu le sentiment d'être désarmé face à cette supposée absence de motivation ? Comment expliquer que certains individus définis comme jeunes semblent totalement désintéressés par les activités qu'on leur propose, où nous fasse faux bon à la dernière minute ? J'ai moi-même été confronté à ce genre de situation dans le cadre de mes activités associatives, notamment au Kosovo, où je travaillais sur des projets d'engagement de la jeunesse via les activités sportives. Combien de fois n'ai-je pas été désemparé quand, après une semaine d'intense préparation, je me retrouvais face à un groupe de jeunes dont l'effectif était réduit de moitié par rapport à ce qui était prévu.

L'objet de cette communication n'est pas de nier et de remettre en cause la distinction entre individus motivés et démotivés. **Il y a effectivement des gens motivés et d'autres qui sont démotivés. Mais personne n'est motivé ou démotivé naturellement. La motivation s'acquiert, se construit ou se transmet. Plus que les qualités naturelles des uns et des autres, l'argument que je voudrais exposer ici est que la motivation, donc l'engagement, dépend du contexte économique, social et politique dans lequel les individus qualifiés de jeunes évoluent.** Pour étayer cet argument, je me base sur une recherche doctorale en cours d'achèvement. Cette thèse en sciences politiques traite de la lutte contre le sida au Bénin, et plus précisément du rôle des ONG dans les politiques de lutte contre le sida. Un des axes de la recherche est la question des mobilisations collectives liées au VIH/SIDA. Le constat qui m'avait frappé était leur caractère limité. Alors que dans d'autres contextes, les séropositifs s'étaient engagés, parfois au péril de leur vie, pour que le sida soit reconnu comme un problème sanitaire et politique et fasse l'objet d'une politique publique spécifique, les séropositifs béninois ne s'engageaient pas. Ils ne paraissaient pas motivés, alors que leur propre vie en dépend. J'ai tenté de dépasser ce premier niveau d'explication pour tenter un **raisonnement sociologique**, que je vais essayer ici de transposer à la question de l'engagement des jeunes.

Nous allons schématiquement donner trois séries d'explication, liées à trois niveaux d'analyse. **Le premier est le niveau macro, et plus spécifiquement le niveau politique.** Pour s'engager, le contexte politique doit pouvoir le permettre. Pour prendre la question de la lutte contre le sida en Afrique subsaharienne, on voit souvent des mouvements de lutte contre l'homophobie violemment réprimés par les forces de l'ordre. Dans ce contexte, les puissances publiques ne sont pas prêtes à entendre les revendications des manifestants, elles ne sont pas prêtes à traiter politiquement le problème, et tentent de limiter son expression, parfois par la force. L'ouverture des puissances publiques à l'engagement de la jeunesse ne va pas de soi non plus. **Favoriser l'engagement des jeunes, c'est aller dans le sens du développement de leur esprit critique, ce qui peut s'avérer coûteux politiquement pour ceux-là même qui auront suscité l'engagement.** Dans le contexte du PCT, les conditions politiques de l'engagement des jeunes étaient vraisemblablement réunies, puisqu'il s'agissait d'un projet pluri-acteurs auquel étaient pleinement associées les institutions publiques. Néanmoins, selon le rapport d'évaluation, le processus de définition d'une politique jeunesse au niveau du territoire (avec une vision, des stratégies, un plan d'action...) n'étant pas encore clairement établie au niveau institutionnel, l'implication des jeunes dans la construction de ces politiques reste forcément limitée.

Un deuxième niveau d'analyse est le niveau méso. On est là au niveau de la dynamique des mobilisations collectives, et des organisations ou des collectifs qui en sont les

moteurs. Ces acteurs collectifs ont pour tâche de mobiliser, et pour ce faire, ils doivent être mobilisateurs. **La première de leur tâche est de construire une cause collective, susceptible de susciter l'adhésion des individus dont on attend l'implication.** On attend des jeunes qu'ils s'engagent, mais qu'ils s'engagent pour quoi, ou contre quoi ? Dans certaines expériences de participation auxquelles j'ai assisté, que ce soit dans le domaine de la lutte contre le sida, de l'éducation au développement ou des politiques de la ville françaises, la participation devenait parfois une fin, un objectif en soi. Aucune cause réellement fédératrice, politique, citoyenne ou humanitaire ne semblait être au cœur de ces dispositifs, dont les discussions étaient souvent très techniques. Difficile dans ce cas d'obtenir l'engagement des citoyens. On aboutit plutôt à la formation de professionnels de la participation.

A côté de la construction d'une cause commune, **les collectifs et les organisations doivent fournir une interprétation des problèmes à traiter acceptable par les individus dont on attend la mobilisation et qui soient conforme à leurs propres cadres d'interprétation.** Pour reprendre la question de la lutte contre le sida, on voit souvent des ONG du nord proposer des lectures en termes de droit de l'homme (droit des femmes, droit des minorités sexuelles, etc.) et financer des associations africaines dans ce sens, approches qui parfois ne « parlent » pas aux associations africaines qui vont ensuite mettre en œuvre des projets d'accès aux droits, de protection juridique, etc. Pour ce qui est des jeunes, on voit beaucoup de projet jeunes en France s'axer sur la question de l'emploi, de l'insertion des jeunes, avec des activités visant à les faire monter en compétence, etc., alors que les jeunes ont aussi besoin d'espaces de créativité et d'expression libre, etc.

Par ailleurs, la question des modalités d'action proposées par les collectifs et les organisations est une question centrale. Tout le monde n'a pas envie ou n'a pas les capacités, la formation, les possibilités matérielles, etc. d'agir conformément à telle ou telle modalité d'action proposée. Au Bénin, une ONG d'envergure était appuyée par un groupe d'ONG française pour susciter une dynamique de plaidoyer au niveau national. L'ONG proposait aux acteurs de la société civile d'être en veille sur les dysfonctionnements éventuels de la lutte contre le sida, et d'alerter le cas échéant l'opinion publique via les médias. Ce type d'action suppose tout une série de compétences techniques que la plupart des acteurs associatifs n'ont pas. L'ONG a donc eu du mal à mobiliser. Au final, elle a du aussi fédérer les acteurs associatifs autour d'actions plus concrètes (manifestations, brandissement de banderoles lors de discours officiels, festivals militants, etc.). Pour ce qui est des projets jeunes, toute une série d'activités (formations, séminaires, etc.) sont parfois inadaptés au regard du profil des jeunes dont on attend la participation, et qui seraient peut-être plus à l'aise avec des activités artistiques, des rédactions d'articles pour la presse, des événements festifs, etc.

Enfin, le collectif ou l'organisation doivent pouvoir proposer des rétributions. Les rétributions ne sont pas matérielles mais aussi symboliques. On peut citer en vrac : perspectives d'embauche, acquisition de compétences qualifiantes, satisfaction de participer à une cause perçue comme juste, opportunités de mobilité, indemnités, sentiment d'appartenir à un groupe et rupture de l'isolement, possibilité de faire des rencontres, sentiment d'être valorisé et augmentation de la confiance en soi, etc. Ici, il ne faut pas voir les individus comme des gens intéressés. Bien souvent, c'est en raison d'un idéal que l'on s'engage, généralement suite à une rencontre. Mais les sociologues remarquent que pour que cet engagement perdure, et que les individus acceptent les contraintes de l'engagement (beaucoup de temps investi, parfois du stress, des déceptions, etc.) et que leur engagement dure dans le temps, il est nécessaire qu'ils s'y retrouvent d'une façon ou d'une autre. L'organisation doit

donc avoir quelque chose à offrir, et pour tout le monde, au risque de créer des jalousies, des frustrations, des conflits, etc. Sur ce point, le PCT avait beaucoup à offrir.

Le troisième et dernier niveau d'analyse est le niveau micro ou individuel. C'est généralement le seul pris en compte quand on pense que les jeunes ne s'engagent pas parce qu'ils ne sont pas motivés. Ici, ce que l'on peut retenir, c'est que pour s'engager, l'individu doit disposer de certaines ressources. Les ressources culturelles (niveau d'étude, maîtrise d'une langue étrangère, niveau culturel des parents, etc.) sont déterminantes. S'engager, participer à des réunions, remplir des formulaires pour participer à des séminaires, etc. est d'autant plus facile pour les jeunes qui ont un niveau d'étude important. **De la même façon, les ressources sociales comptent.** C'est souvent par les relations interpersonnelles que l'on s'engage. Il faut être dans les bons réseaux, connaître des amis ou des proches qui sont déjà dedans, et se sentir proche socialement des autres individus mobilisés, sans quoi l'engagement peut être vécu comme une violence symbolique. Il faut aussi que le milieu familial et social d'appartenance soit favorable à l'engagement, le tolère voire l'encourage et le valorise. **Enfin, les ressources économiques peuvent compter.** Pour s'engager, il faut avoir du temps disponible. Quand je repense à mes engagements étudiants, j'étais rarement en contact avec les étudiants les plus précaires. Ces derniers, assommés par les travaux de la faculté, devaient en plus multiplier les petits boulots pour assurer leur subsistance. Ils n'avaient ni le temps ni l'énergie pour venir en plus discuter pendant des heures dans des réunions dont la finalité pouvait leur sembler bien éloignée de leurs contraintes immédiates. On retrouve ici un exemple de l'application de la pyramide de Maslow. Avant de répondre à des besoins philosophiques, existentiels ou politiques, les individus doivent pouvoir manger correctement, se mettre un toit sur la tête et être en bonne santé physique et mentale. **De ce point de vue, l'engagement, plus qu'une histoire de motivation, est probablement révélateur de l'inégalité des rapports sociaux, ceux qui sont le plus en mesure de s'engager étant généralement les plus favorisés socialement, économiquement et culturellement.**

Clément Soriat

Chargé de recherche au Groupe d'appui et de solidarité

Doctorant au CERAPS (Centre d'Études et de Recherches Administratives, Politiques et Sociales)

Bénévole Amuddu